


Stratégies d'Etat

Guinée Comment AMC compte séduire les autorités sur la bauxite → P.2

Exploration-Production

Congo-K Quel avenir pour George Forrest dans les mines du Katanga ? → P.3

Réseaux d'affaires

Gabon Le singapourien IMC, bonne fée de la filière plomb-zinc → P.5

Hommes de pouvoir

Afrique La nouvelle vie de Kalaa Mpinga, fondateur de Mwana → P.6

Afrique

LA FOLIE DES CRYPTOMONNAIES GAGNE LES MINES DU CONTINENT

Le secteur minier africain, qui reprend des couleurs, n'échappe pas à l'essor des crypto-devises. Pour financer leurs projets miniers, de plus en plus de capital-risqueurs décident d'émettre des actions (ou *tokens*) échangeables contre des cryptomonnaies de type *Bitcoin* et *Ethereum*, plutôt que de coter leur société en bourse. Un système qui permet d'éviter les réglementations de marché et de toucher des investisseurs plus aventureux et moins exigeants, mais qui peut parfois ouvrir la porte à des abus.

De la bauxite guinéenne aux gold coins.

Les entrepreneurs français **Romain Girbal** et **Thibault Launay** semblent être les maîtres des bons coups miniers. Après avoir convaincu **Anne Lauvergeon**, ex-PDG d'**Areva**, **Xavier Niel**, le patron de **Free**, et **Edouard Louis-Dreyfus**, président de **Louis Dreyfus armateurs**, de financer leur projet de bauxite

guinéenne, puis cédé le droit de l'opérer à la **Société minière de Boké** selon un accord d'amodiation (AMI n°396), ils se sont lancés dans les cryptomonnaies pour financer des projets miniers. Ils conseillent ainsi **TORQ Coin**, junior qui dit avoir levé l'équivalent de 5 millions \$ pour explorer l'or aux Etats-Unis.

Considéré comme un placement sûr, l'or est souvent le métal promu par les *businessmen* plutôt novices dans les mines auprès des crypto-investisseurs. Le Serbe **Drasko Jovic** a ainsi créé **Goldea** pour explorer l'or au Mali, avec le géologue slovène **Uros Herlec**, quand les Russes **Alexander Glebov** et **Pavel Markov** ont monté **Gold Mine Token**, qui devrait lever des fonds fin 2018 pour un projet aurifère zambien.

L'amour du risque. Vite échangeables, soumises au contrôle des seuls utilisateurs et totalement dérégulées, les cryptomonnaies permettent aux investisseurs misant sur des pays considérés à risque de financer leurs projets malgré tout. Ainsi, l'Ukrainien **Dmitriy Konoval**, qui se lance dans l'exploration d'or au Soudan à peine les sanctions américaines levées, prévoit de financer le projet de sa société **Sudan Gold Coin** avec une monnaie virtuelle (AMI n°410).

Vétéran de l'armée américaine devenu ingénieur, **Henry Jenkins** a décidé de se tourner vers les cryptomonnaies pour aider à développer la quinzaine de concessions aurifères que

détient sa junior **GoldChip Investments** au Zimbabwe, où la transition politique, encore récente, reste un frein aux investissements. Début juin, le financier portugais **Ricardo Santos Silva** et sa consœur américaine **Aba Schubert**, diplômée d'**Harvard** et **Cornell**, devraient lever des fonds pour mettre en œuvre **Dorae**, système de traçabilité de minerais extraits dans la région des Grands Lacs utilisant la technologie de la *blockchain*.

Dernier recours. Bien au-delà des zones les plus reculées d'Afrique, les hommes d'affaires ne trouvant pas de sponsors via les canaux classiques essaient de tirer avantage des cryptomonnaies.

Depuis la faillite de la fonderie de nickel et de cuivre botswanaise **BCL** (ex-**Bamangwato Concessions**) fin 2016, les ingénieurs spécialistes des industries extractives **Karl Neubacher** et **Mack William** tentent d'en racheter les actifs. N'ayant toujours pas trouvé les fonds suffisants, ils ont monté une entité parallèle, **Crypto Credit Society**, dont le mandat est de rechercher des financements via des cryptomonnaies. En Guinée, le Canadien **Garrett Krause**, ex de la junior pétrolière **PetroKazakhstan** ayant beaucoup travaillé en Afrique de l'Ouest, envisage, avec son associé **Chris Langlois**, de lever 75 millions \$ via une monnaie virtuelle afin de financer les projets de bauxite de **Javalon Resources** (AMI n°390). ●

Pépites

GUINÉE LA SOUDAINE HAUSSE DES SALAIRES MET LE FEU AUX POUDRES À LA SMB

Début mai, la production et le transport de bauxite de la **Société minière de Boké** (SMB) ont été stoppés quelques jours par des manifestations des salariés, alors que le groupe exporte près de 130 000 tonnes quotidiennement. Les employés protestaient contre l'arrestation d'**Aboubacar Sidiki Mara**, un syndicaliste qui réclamait une hausse des salaires des

employés de la SMB. Celui-ci aurait été placé en détention à Conakry à la suite de son arrestation. Il avait démarré sa campagne après qu'environ 2 000 employés du groupe chinois **Winning Alliance Ports** (WAP), l'un des actionnaires de la SMB, ont reçu par erreur un virement équivalent au double de la somme habituelle lorsque leur salaire d'avril leur a été versé. Le syndicaliste a donc estimé que, si une telle erreur a été possible, cela signifie que les agents de la SMB sont sous-payés.

SÉNÉGAL MALGRÉ LES SOUCIS À MAURICE, QUANTUM GLOBAL SE RENFORCE DANS TORO GOLD

Le 10 mai, le britannique **Toro Gold**, opérateur de la mine d'or sénégalaise de **Mako**, a intégré l'ingénieur irlandais **Mark Lynam** à son CA. Ancien PDG de la raffinerie d'or sud-africaine **Rand Refinery**, passé aussi par **Anglo American** et **AngloGold Ashanti**, Mark Lynam est le représentant de **QG Africa Mining** chez Toro. QG est la branche minière du fonds basé en Suisse et à l'île Maurice **Quantum Global**

(AMI n°380), actionnaire à 30% de Toro depuis qu'il y a investi 40 millions \$ en 2017. En avril, les comptes de **Quantum Global** et de son patron **Jean-Claude Bastos de Morais** à l'île Maurice ont été gelés. Ceci faisait suite aux accusations de fraude et de blanchiment d'argent public adressées par les autorités angolaises à l'encontre de **Quantum Global**, qui gérait depuis plusieurs années la majorité du **Fundo Soberano de Angola**, dirigé jusqu'en janvier par **José Filomeno dos Santos**, proche de Jean-Claude Bastos de Morais et fils de l'ex-président angolais.

GUINÉE Comment AMC compte séduire les autorités sur la bauxite

Le gouvernement guinéen, qui veut faire du pays le leader mondial de la bauxite, a dû apprécier l'amendement à la hausse des prévisions de production de l'australien **Alliance Mining Commodities (AMC)** sur son projet de *Koumbia*.

A la suite de la révision de l'étude de faisabilité définitive (DFS) du projet, la direction d'AMC prévoit désormais de produire 11 millions de tonnes de bauxite annuelles dès le démarrage des opérations. Au départ, AMC tablait sur 5 millions de tonnes par an, ambition qui avait déjà été récompensée le 22 décembre dernier par la validation d'une

convention minière par le gouvernement de Conakry (📍 **AMI n°406**). L'avenant à cette convention, incluant les nouveaux volumes, aurait été accepté par le gouvernement et transmis aux députés.

Le texte actuellement devant les parlementaires guinéens prévoit par ailleurs d'autoriser l'exportation de la production d'AMC par la route depuis *Koumbia*. Ainsi, la société australienne n'aura pas à attendre d'avoir construit un rail et un port en eau profonde, comme il était originellement prévu, pour exporter son minerai et ainsi percevoir des revenus. ●

NIGERIA Abuja prend le train des battery metals en marche

D'ici la fin 2018, la **Nigerian Geological Survey Agency (NGSA)** devrait publier un rapport sur le potentiel en graphite du sous-sol de l'Etat de Kaduna, au nord-ouest du Nigeria. Si les volumes sont assez élevés, le gouvernement d'Abuja espère convaincre les investisseurs miniers qui misent sur l'explosion du marché des voitures électriques de se lancer dans la recherche du métal au Nigeria. A l'instar du lithium et du cobalt, le graphite entre en effet dans la composition des batteries de ce type de véhicules.

Pour appuyer les opérations de promotion du potentiel minier nigérian menées tous azimuts par le ministre des mines **Kayode Fayemi** et son secrétaire d'Etat **Abubakar Bawa Bwari**, la NGSA devrait également rendre publiques des données sur les ressources du nord-ouest du pays en or et en kaolin d'ici la fin de l'année. Les équipes de l'agence planchent aussi sur un inventaire des minéraux industriels au Nigeria, qui est déjà l'un des premiers producteurs de ciment en Afrique. ●

Grands axes miniers

BOTSWANA L'accès à Techobanine et à Durban relance le charbon du Kalahari

La reprise des projets de corridors de transport vers le Mozambique et l'Afrique du Sud, qui faciliteraient l'évacuation du charbon produit au Botswana, intéresse les investisseurs.

Les financiers, qui misent sur l'entrée en production prochaine de plusieurs gisements de charbon au Botswana et sur la hausse du prix du minerai (📍 **AMI n°414**), pourraient également bénéficier de la baisse des coûts d'évacuation avec les avancées de deux projets de transport.

Le 17 avril dernier, la visite du président du Botswana **Mokgweetsi Masisi** à Maputo s'est conclue par l'annonce de la réactivation du projet de liaison ferroviaire entre Francistown, à l'est du Botswana, et le port de Techobanine,

au sud du Mozambique. Le rail, qui court sur 1 700 km, dont près de 1 500 au Zimbabwe, a pour ambition de transporter 12 millions de tonnes de marchandises chaque année vers le port mozambicain, principalement du charbon extrait dans la zone botswanaise du Kalahari. Toutefois, les 7 milliards \$ nécessaires à la construction de l'infrastructure n'ont toujours pas été trouvés.

Certains, notamment **Charles Siwawa**, président de la Chambre des mines du Botswana, parient plutôt sur la ligne reliant le pays à Durban, en Afrique du Sud. Alors qu'un rail existe déjà du port sud-africain au poste frontière de Martin's Drift, le gouvernement de Gaborone étudierait comment financer 65 km de rail de son côté ainsi qu'un pont pour traverser le fleuve Limpopo, rejoignant ainsi les zones minières. ●

CONGO-K

Richard Muyej veut sa propre Mining Week

Selon *Mining & Business*, le gouverneur du Lualaba **Richard Muyej**, qui multiplie les initiatives pour attirer les financements miniers dans le cuivre et le cobalt vers sa province plutôt qu'au Haut-Katanga voisin (📍 **AMI n°414**), prévoit désormais d'organiser une semaine minière dans sa circonscription. Cette dernière, qui se tiendra du 5 au 8 septembre à Kolwezi, le chef-lieu du Lualaba, concurrencera directement la *DRC Mining Week*, qui aura lieu du 13 au 15 juin à Lubumbashi, la capitale du Haut-Katanga. Pour convaincre les investisseurs miniers de se rendre à Kolwezi, Richard Muyej assure que le président du Congo-K, **Joseph Kabila**, sera présent lors de l'événement. Déjà, fin mai, Richard Muyej doit intervenir lors d'une conférence intitulée *Alternative Mining InDaba*, organisée à Kolwezi.

MAROC

L'ONHYM entend surfer sur le boom du cuivre et du cobalt

Alors que les cours du cuivre repartent à la hausse et que le prix du cobalt a grimpé de manière exponentielle ces derniers mois, l'**Office national des hydrocarbures et des mines (ONHYM)** marocain prévoit de lancer des cartographies précises des ressources dans des zones recelant de ces deux métaux. Ainsi, la compagnie publique recherche actuellement des consultants qu'elle déploiera dans l'Anti-Atlas, où **Managem**, la branche minière d'**Al Mada (ex-SNI)**, la holding du roi du Maroc **Mohammed VI**, explore le cuivre (📍 **AMI n°387**). L'homme d'affaires australien **David Lenigas** vient quant à lui d'acquiescer un permis de cobalt non loin via la société **Clancy Exploration (AMI n°414)**. Des experts seront aussi envoyés dans la zone de Merija, où un ex-PDG de Managem, **Abdelaziz Abarro**, et le Français **Patrick de Saint-Simon**, un ancien de **Semafo**, ont déjà lancé des travaux d'exploration (📍 **AMI n°381**). Enfin, les futures études commandées par l'ONHYM couvriront aussi les secteurs de Tichka-Est et Tidili, dans le Haut Atlas occidental.

GABON

Une ministre pour booster le secteur des diamants

Ayant obtenu en décembre son adhésion au *processus de Kimberley (PK)*, organe de certification de la traçabilité des diamants, l'Etat gabonais a désormais un deuxième atout pour attirer les chercheurs de gemmes : **Paule Christiane Gondi-M'Bouala**. Cette dernière, nommée début mai ministre déléguée auprès de **Christian Magnagna**, le ministre de l'équipement, des infrastructures et des mines à Libreville, est docteur en géosciences et sa thèse portait sur la recherche des diamants au Gabon. Par ailleurs, elle était depuis 2015 conseillère chargée de la recherche minière à la présidence du Gabon, après avoir été directrice générale des mines et de la géologie.

Congo-K

QUEL AVENIR POUR GEORGE FORREST DANS LES MINES DU KATANGA ?

L'accord signé le 2 mai entre la compagnie publique **Gécamines** et le **Groupe Forrest International** (GFI), qui met un terme au litige entre les deux firmes sur le terril de cobalt de Lubumbashi (📍 [AMI n°414](#)), ne clôt pas la totalité des activités de la société de **George Forrest** sur le site, ni ses opérations dans le secteur minier dans l'ex-grand Katanga.

Travaux pharaoniques. La fin du conflit entre la Gécamines et GFI a entériné la cession par ce dernier de ses intérêts dans l'usine du terril et la société opératrice du site. Le groupe de George Forrest s'est néanmoins engagé à réparer le four du terril. GFI devrait donc rester partenaire technique de la société étatique pendant quelque temps, les travaux devant durer de longs mois. Le four actuel doit d'abord être détruit, puis huit mois environ seront nécessaires pour fabriquer les différents éléments du nouvel équipement, qui viennent d'Inde et Chine. Les pièces devront ensuite être transportées

vers Lubumbashi et enfin montées. Pour gérer la manœuvre, GFI aurait créé une nouvelle entité dédiée.

Casse-tête judiciaire. Par ailleurs, GFI n'en a pas fini avec la justice au sujet du terril. La société sud-africaine **Shamrock Global Group**, qui affirme avoir signé en 2016 un accord avec la Gécamines lui donnant le droit d'exploiter une partie des scories produites sur le terril de Lubumbashi, a lancé début 2018 une procédure au tribunal de commerce de Bruxelles contre GFI. Elle estime que ce dernier lui a fait subir des dommages en retardant et empêchant la mise en œuvre de son accord avec la société d'Etat. En novembre 2017, Shamrock avait engagé un arbitrage contre la Gécamines à la **Chambre de commerce internationale**, leur transaction n'ayant jamais été validée ni son accès au site autorisé (📍 [AMI n°403](#)).

Les fonderies, un dada. Si des groupes chinois, dont **Huayou Cobalt**, sont intéressés par la reprise d'intérêts sur le terril, GFI n'exclut pas de s'impliquer de nouveau dans son exploitation et celle de son usine.

Le groupe de George Forrest mise à fond sur la transformation de minerais et métaux pour prospérer dans les prochaines années. Début mars, GFI a racheté plusieurs actifs de **Fondaf**, notamment une fonderie de fonte et d'acier permettant de fabriquer des pièces utilisées par les opérateurs miniers dans leur activité. Pour gérer l'unité de transformation et la vente des objets créés, GFI vient de créer deux filiales, **Atelier mécanique et fonderie** (AMF) et **Congo Supply and Engineering** (CSE). ●

Frontière aurifère ouest-africaine

MALI/BURKINA FASO Stan Bharti renforce son emprise sur African Gold Group

Le tycoon indo-canadien **Stan Bharti** vient de positionner deux nouveaux bras droits à la tête des opérations de l'opérateur de l'or de **Kobada** et **Madougou**.

Après la direction générale, ce sont désormais aussi les opérations et l'exploration de la junior **African Gold Group Inc** (AGG) qui sont pilotées par des collaborateurs de longue date de **Stan Bharti**.

L'homme d'affaires indo-canadien, qui détient 30% d'AGG via son fonds **Forbes & Manhattan** (F&M, 📍 [AMI n°394](#)), a placé début mai le Sud-Africain **Malcolm**

Campbell à la direction des opérations de la junior. Ancien d'**Anglo American**, Malcolm Campbell dirigeait les activités de F&M dans le charbon depuis 2011, ainsi que **Trigon Metals**, explorateur de cuivre en Namibie financé par le fonds de Stan Bharti. Le géologue britannique **Andrew Cheadle**, lui aussi ex d'Anglo et nommé il y a peu vice-président Afrique de F&M, a pris la tête de l'exploration d'AGG.

Les deux hommes devront aider le DG d'AGG, le Canadien **Stephan Theron**, qui travaille avec Stan Bharti depuis 2009, à effectuer la campagne de forages prévue sur les deux permis aurifères de la junior : *Kobada* au Mali et *Madougou* au Burkina Faso. ●

Creuseurs

MOZAMBIQUE LE MANICA EN PROIE AUX CREUSEURS ILLÉGAUX

Les autorités de la province de Manica, laquelle recèle d'or et de diamants à l'ouest du Mozambique, semblent désespérées face aux multiples problèmes causés par l'exploitation minière clandestine dans la province. Début avril, **Conceita Sortane**, la ministre de l'éducation du Mozambique, s'est ainsi inquiétée du taux particulièrement élevé d'absentéisme scolaire dans cette province, qui serait lié selon elle au travail forcé d'enfants dans des mines artisanales illégales. Quelques jours plus tard, les membres de l'assemblée provinciale du Manica ont longuement débattu sur la manière d'endiguer la pollution des rivières Revuê et Nhamacuio par le mercure utilisé dans la plupart des sites miniers artisanaux clandestins de la région. Par ailleurs, malgré la multiplication des interventions - parfois très violentes - de la police sur les mines, le nombre de sites non autorisés ne baisse pas, notamment du fait de l'afflux de migrants venus du Zimbabwe voisin.

CONGO-K ANSELME KITAKYA APPELÉ À RÉSOUDRE LE CONFLIT ENTRE LES ASSOCIÉS DES MINES DE BISUNZU

Le 2 mai, **Ben Mwangachuchu**, directeur général de la **Société minière de Bisunzu**, qui exploite le sous-sol du Nord-Kivu à échelle artisanale, a transmis un courrier à **Anselme Kitakya**, le ministre provincial des mines, pour lui demander de l'aider à normaliser la situation sur ses mines. Ainsi, Ben Mwangachuchu affirme avoir été contraint de suspendre les activités sur six sites miniers - *Luwowo, Bundjali, D2 Mataba, D3 Bibatama, D4 Gakombe* et *Koyi* - du fait du manque de respect par son partenaire, la **Cooperama**, à la fois de leurs accords de joint-venture mais aussi des règles du code minier et des droits humains. Ainsi, des responsables de la Cooperama empêcheraient régulièrement les employés de la Société minière de Bisunzu de se déplacer sur les sites miniers. De plus, selon Ben Mwangachuchu, des salariés de la Cooperama seraient impliqués dans des opérations de fraude et de violation des principes de traçabilité, mais surtout dans des attaques armées menées contre les agents de la police des mines. Des éléments en armes seraient de nouveau intervenus sur les mines le 2 mai. Alors que les creuseurs employés sur les sites ont organisé des manifestations à la suite de l'arrêt des activités, craignant pour leurs salaires, Ben Mwangachuchu compte sur Anselme Kitakya pour déployer des éléments permettant de mettre un terme aux violences armées qui gênent les activités sur les mines et pour contraindre la Cooperama à respecter ses engagements contractuels.

SÉNÉGAL Les Egyptiens de Qalaa Holdings ciblent les phosphates

Ascom, branche minière de la holding d'investissements cairote **Qalaa Holdings**, négocie actuellement avec le gouvernement sénégalais l'acquisition d'un permis d'exploration de phosphates dans le pays. Les équipes de la firme ont repéré ce périmètre il y a trois ans, mais la transaction n'est pas encore finalisée.

L'achat de gisements de phosphates, qui entrent dans la composition des engrais, s'inscrit dans la stratégie du géologue égyptien et président d'Ascom **Fayez Gress**. Celui-ci mise tout particulièrement sur l'agriculture pour faire fructifier les revenus de sa société. Ascom détient déjà des permis de phosphates en Egypte et a récemment

racheté 70% du négociant algérien de produits agricoles et autres commodités **Lazreg**.

Au-delà des phosphates, l'entreprise est aussi active dans l'or. Elle explore un gisement d'or à cheval sur l'Ethiopie et le Soudan, qui contiendrait 3 millions d'onces (**AMI n°352**), et prévoit de finaliser l'étude de faisabilité bancaire du projet courant 2019.

Ascom a par ailleurs recruté en 2017 l'ingénieur égyptien **Amir Naguib** en tant que directeur général. Ancien d'**Orascom Cement**, entreprise du milliardaire égyptien **Naguib Sawiris**, puis de la société qui l'a achetée, le français **Lafarge**, Amir Naguib doit développer les parts de marché d'Ascom dans le secteur des minéraux industriels. ●

GUINÉE/GHANA Les hommes de Blox renforcent leurs positions dans l'or

Début mai, la société canadienne **Blox** a enregistré une filiale à Conakry, **Blox Minerals Guinea**, représentée par le PDG de la junior, l'Australien **Trevor Pickett**. La filiale guinéenne a pour mandat d'avancer sur l'ensemble des projets miniers de Blox dans le pays, notamment l'or de **Mansounia**, où la junior est positionnée depuis de longs mois (**AMI n°390**).

Par ailleurs, début avril, Blox a signé un accord avec **Ashanti Sankofa (AS)**, junior canadienne active dans l'or au Ghana, en vue de former des partenariats sur des périmètres miniers. AS étant contrôlé par les mêmes personnes que Blox, l'alliance

devrait permettre de multiplier les sources et schémas de financement pour les projets des deux sociétés.

En parallèle, l'homme d'affaires australien **Nicholas Taylor**, actionnaire majoritaire de Blox, prévoit de monter un centre de recherche et d'appui au développement de projets dans les secteurs des mines et de l'énergie en Afrique de l'Ouest. Avec cette organisation, qui devrait être basée en Suisse, le *businessman* compte notamment développer un système de production d'or dégageant le moins de gaz carbonique possible. ●

Dans les profondeurs de la Copperbelt

ZAMBIE Qui est CopperZone, meilleur allié de Rio Tinto sur le cuivre et le cobalt ?

Les sept permis de cuivre et cobalt sur lesquels l'australien Rio Tinto va bientôt effectuer de nouveaux forages sont codétenus par trois hommes d'affaires canadiens.

Après une première campagne de forages en 2017 sur ses sept concessions de cuivre et cobalt zambiennes, **Rio Tinto** devrait en réaliser une nouvelle cette année. Si les travaux sont financés par la major australienne, les périmètres font l'objet d'un accord de joint-venture avec la société canadienne **CopperZone Resources**, qui détient sept autres licences en Zambie.

CopperZone est dirigé par le Canadien **Christian de Saint-Rome**, ancien du cabinet d'audit **Deloitte** ayant par la suite géré les finances de plusieurs juniors, dont **Scandinavian Minerals**, vendu à **First Quantum Minerals** en 2008. Si CopperZone compte désormais Rio Tinto comme principal allié en Zambie, Christian de Saint-Rome est également parvenu à signer des partenariats avec **BHP Billiton** et **Vale** sur ses projets dans le pays.

L'homme d'affaires est appuyé dans ses activités par les géologues canadiens **Paul Lemmon** et sud-africain **Cliff Fitzhenry**, un ancien d'**Anglo Platinum**. ●

Demain

BURKINA FASO LES POCHEES PLEINES, MAKO GOLD BOOSTE SON ÉQUIPE D'EXPLORATION

La junior australienne **Mako Gold**, qui a levé six millions d'AUD (4,5 millions \$) fin mars et a intégré l'**Australian Securities Exchange (ASX)** mi-avril (**AMI n°403**), entend désormais démarrer au plus vite les travaux sur ses projets aurifères de **Tangora** au Burkina Faso et de **Napié** en Côte d'Ivoire. A cette fin, **Peter Ledwidge** et **Ann Ledwidge**, le couple dirigeant Mako, viennent de renforcer l'équipe technique de la société. Ainsi, il y a quelques semaines, le Canadien **Jamie Light**, ancien du géant australien **BHP Billiton** et d'**Orbis Gold**, junior active au Burkina Faso rachetée en 2015 par **Semafo**, est devenu géologue en chef de Mako. Son ancien collègue chez Orbis, le Burkinabè **Boukaré Guigma**, passé également par **IamGold**, l'appuiera dans les activités d'exploration de Mako.

GUINÉE TBEA BIENTÔT COMPLÈTEMENT EN RÈGLE POUR FONCER SUR LA BAUXITE DE SANTOU

La convention minière relative à l'exploitation du bloc de bauxite guinéen de **Santou** de la société **Guinea Evergreen Mining Intelligence Co** devrait être ratifiée prochainement par les députés du pays. Guinea Evergreen est la filiale guinéenne du groupe chinois **Tebian Electric Apparatus Stock Co (TBEA)**, dont le projet minier avait été validé par le gouvernement de Conakry en janvier, et qui avait alors démarré immédiatement les travaux sur le site. Outre l'extraction de bauxite, TBEA prévoit de construire une raffinerie d'alumine, une centrale à charbon et un barrage hydroélectrique à **Amaria** (**AMI n°396**). Début 2018, la femme d'affaires guinéenne **Hamidé Sako**, fondatrice de la société d'intermédiation **Afriressources Plus**, avait sollicité le cabinet d'avocats français **Lazareff Le Bars** pour l'aider à récupérer des honoraires qu'elle estime lui être dus par TBEA, qu'elle dit avoir aidé à s'implanter en Guinée (**AMI n°408**).

GUINÉE LE RUSSE NORDGOLD EN REPREND POUR 15 ANS DANS L'OR DE DINGUIRAYE

Dans les tout prochains jours, le russe **Nordgold** devrait voir son droit d'exploiter l'or dans les préfectures guinéennes de **Dinguiraye** et de **Siguiri** prolongé de quinze ans. Les équipes du ministre des mines de Guinée, **Abdoulaye Magassouba**, viennent en effet de transmettre un projet de texte à l'Assemblée nationale afin d'amender, et ainsi renouveler pour quinze ans à partir de 2019, la convention minière de la **Société minière de Dinguiraye (SMD)**, filiale de Nordgold dans le pays.

ZIMBABWE

Le regain d'intérêt pour les mines locales attire consultants et avocats

Alors que les investisseurs miniers se pressent au Zimbabwe pour y saisir les opportunités d'affaires à l'aune de la transition politique récente (lire [p.6](#)), les offres de conseil sur le pays se multiplient. Le 14 mai, à Perth, l'**Australia-Africa Minerals & Energy Group (AAMEG)** a organisé un atelier sur les changements politiques, législatifs et économiques au Zimbabwe à destination de potentiels investisseurs. Le séminaire s'étant tenu dans les bureaux du cabinet d'avocats **Clifford Chance**, sa consultante senior **Krista Bates** a pu détailler sa connaissance des dossiers zimbabwéens. D'autres appuis potentiels pour les futurs investisseurs étaient présents, notamment l'ingénieur **Robin Budden**, consultant pour le producteur d'or **Resolute Mining** et spécialiste des questions de responsabilité sociale des entreprises (RSE). **Bill Williams**, analyste financier né au Zimbabwe et membre du **Zimbabwe Stock Exchange**, était également chez Clifford Chance le 14 mai. Le 22 mai, c'est à Johannesburg que la société de conseil sud-africaine **African Influence Exchange** organisera, aux côtés du cabinet d'avocats basé à Harare **Clairwood Chambers - Mutamangira & Associates**, une conférence sur les législations minière et fiscale du Zimbabwe.

BURKINA FASO

Salofou Trahoré doit accroître les revenus issus de l'orpaillage

Le 3 mai, le *Forum sur l'artisanat minier* organisé par le gouvernement burkinabè à Ouagadougou a officialisé le lancement des activités de l'**Agence nationale d'encadrement des exploitations minières artisanales et semi-mécanisées (Aneemas)**, qui avait été créée par la loi sur la commercialisation de l'or adoptée en 2017 ([AMI n°394](#)). Dirigée par l'ingénieur **Salofou Trahoré**, l'Aneemas doit permettre d'identifier un maximum de sites d'orpaillage et récupérer les taxes afférentes. Jusqu'à présent, le gouvernement burkinabè évalue à 250 milliards de F CFA (450 millions \$) le manque à gagner annuel issu de la fraude minière dans le pays.

GABON Le singapourien IMC, bonne fée de la filière plomb-zinc**Derrière la relance de l'exploration du plomb et du zinc de Kroussou au Gabon s'activent le groupe singapourien IMC et le fonds l'australien Centrepeak.**

Le redémarrage des projets de plomb et de zinc, célébré mi-avril par le ministre des mines du Gabon **Christian Magnagna**, est l'œuvre du conglomérat industriel singapourien **IMC Industrial** et du fonds d'investissement australien **Centrepeak Resources Group (CRG)**. Les deux sociétés sont les premiers actionnaires de la junior australienne **Trek Metals** (ex-**Zambezi Resources**), qui vient de racheter 100% du projet plomb-zinc de **Kroussou**, à l'ouest du Gabon, sur lequel elle s'était positionnée dès 2016.

IMC, qui a des intérêts dans plusieurs sociétés minières australiennes, détient 29,5% de **Trek** et a fait de **Gregory Bittar** le président de la junior. Conseiller d'IMC, ce dernier est expert de la finance minière, ayant travaillé sur le secteur pour les banques **Morgan Stanley**, **Bankers Trust** et **Baring Brothers Burrows**. Alors que le singapourien **Olam** est très présent au Gabon ([LC n°765](#)), les sociétés de la cité-Etat asiatique semblent dominer l'économie du pays.

S'il possède seulement 3,5% de **Trek**, CRG a placé l'un de ses associés fondateurs, le géologue **Bradley Drabsch**, au poste de DG de la junior. CRG a aussi des intérêts dans un projet aurifère en Australie et un de pyrite en Espagne. ●

AFRIQUE/BELGIQUE Match retour pour la douane belge contre Omega Diamonds**Le litige opposant les douanes belges au diamantaire anversois, qui se fournissait en Afrique, devrait être rouvert fin juin.**

L'**Administration générale des douanes et accises (AGDA)** belge devrait de nouveau avoir l'opportunité de voir ses griefs contre le diamantaire anversois **Omega Diamonds** entendus. L'affaire devrait en effet être ouverte par la cour d'appel de Gand, en Belgique, à partir du 20 juin.

L'AGDA, qui demandait plusieurs milliards d'euros à Omega au titre de frais de douanes non acquittés lors d'importations de diamants extraits notamment au Congo-K et en Angola ([AMI n°191](#)), a perdu en première

instance et en appel à Anvers. Toutefois, un procès-verbal (PV) introduit par l'AGDA n'aurait pas été pris en compte lors de la procédure. La Cour de cassation belge aurait donc cassé le jugement d'appel et renvoyé l'affaire devant une autre cour, celle de Gand. Celle-ci aura pour mandat de traiter la forme, non le fond, et ainsi évaluer l'importance du PV pour l'affaire. Contactée, l'AGDA n'a pas répondu à nos questions.

Avant la plainte lancée par l'AGDA, une première procédure avait entraîné le paiement, à la suite d'un accord amiable avec le fisc belge, de 145 millions € (172 millions \$) par Omega, fondé par les hommes d'affaires **Sylvain Goldberg**, **Ehud Laniado** et **Robert Liling**, pour commerce illégal de diamants. ●

Consultants**MALI/AFRIQUE RAPHAËL WAGNER, DÉSORMAIS À 100% POUR B2GOLD**

Il y a quelques jours, l'avocat français **Raphaël Wagner** est devenu le directeur juridique pour l'Afrique du producteur d'or canadien **B2Gold Corp**, qui opère les mines de **Fekola** au Mali et d'**Otjikoto** en Namibie. Raphaël Wagner sera principalement basé à Paris, non loin des bureaux du cabinet **Herbert Smith Freehills**

(HSF), où il était avocat senior depuis 2012. Il y était en charge de dossiers miniers et pétroliers en Afrique, s'occupant tout particulièrement de **B2Gold**. HSF a en effet beaucoup appuyé la société canadienne sur son projet malien de **Fekola**, notamment la négociation de sa convention minière, signée fin 2016 ([AMI n°382](#)). Avant de rejoindre HSF, Raphaël Wagner avait travaillé pour **DLA Piper** et **Dentons**.

AFRIQUE L'EX-BRAS DROIT DE BENY STEINMETZ S'ENTOURE BIEN CHEZ CORE CONSULTANTS

Lara Smith, ancienne analyste pour **Beny Steinmetz Group Resources (BSGR)** misant notamment sur son expertise du cobalt pour faire connaître son cabinet de conseil **Core Consultants** auprès des sociétés minières (CC, [AMI n°414](#)), est appuyée dans la manœuvre par plusieurs experts

du secteur. Un ex-collègue de **Lara Smith** chez **BSGR**, le géologue sud-africain **Iain Bryson**, qui avait commencé sa carrière au sein de **Newmont Mining** et du diamantaire **De Beers** avant de travailler sur plusieurs projets de terres rares, est ainsi consultant pour CC. Une autre géologue passée par **De Beers**, **Sofi Napier**, collabore avec CC, à l'instar de **John Parker**, ex-ingénieur sur de nombreuses mines de cuivre et cobalt au Katanga.

Afrique

LA NOUVELLE VIE DE KALAA MPINGA, FONDATEUR DE MWANA

Evincé mi-2015 de la direction générale de **Mwana Africa** (renommé depuis **Asa Resource Group**), société qu'il avait fondée en 2003 et qui opérait notamment les mines d'or de *Freda Rebecca* et de nickel de *Bindura* au Zimbabwe (📍 AMI n°354), l'homme d'affaires congolais **Kalaa Mpinga** n'a pas abandonné le secteur minier.

Avec plusieurs anciens actionnaires de **Mwana**, **Kalaa Mpinga** a enregistré en

2016 à l'île Maurice la société **Batanai Resources**, avec laquelle il recherche des opportunités d'achats d'actifs miniers. **Batanai** prospecte sur l'ensemble du continent africain et dans tous types de minerais et métaux, mais, jusqu'à présent, aucune transaction n'a été finalisée.

En parallèle, **Kalaa Mpinga**, qui fut cadre du groupe d'ingénierie américain **Bechtel** puis membre du conseil d'administration du géant minier britannique **Anglo American** avant de fonder **Mwana** en 2003, s'est lancé récemment dans l'agriculture. Via son fonds d'investissement **Mafuta Investment Holding**, **Kalaa Mpinga** a racheté en septembre dernier des intérêts dans **Feronia**, producteur d'huile de palme actif au Congo-K anciennement détenu par le géant anglo-néerlandais **Unilever**. ●

UN ASSOCIÉ DE CHOIX POUR FAIRE PROSPÉRER BATANAI

JAMES ARTHUR

L'un des cofondateurs de **Batanai** est l'ingénieur **James Arthur**, ex-vice-président de **Mwana**. Ayant rejoint cette société en 2009, **James Arthur** avait commencé sa carrière au sein de **British Coal**, avant de rejoindre le producteur de platine sud-africain **Implats** puis le groupe minier australien **BHP Billiton**. Il avait par la suite supervisé les opérations sur des mines de cuivre en Zambie et au Botswana. Victime, à l'instar de **Kalaa Mpinga**, de la prise de contrôle de **Mwana** par un groupe d'actionnaires sino-britannique en 2015 (📍 AMI n°348), **James Arthur** reste très actif dans le secteur minier, au-delà de **Batanai**. Il a ainsi fondé le cabinet de conseil minier **Pentland Resources** et a pris en janvier la direction des opérations de la junior **Zimbabwe Lithium Co**, qui a signé un accord pour développer les rejets de lithium sur la mine d'étain zimbabwéenne de *Kamativi*. Il siège également au conseil d'administration de la société de conseil et de services **Braavafrique**.

CONGO-K Ephraim Masibhera aide AVZ à remonter la pente sur le lithium

Sanctionnée par l'**Australian Securities Exchange** (ASX) du fait de la parution dans les médias d'estimations de ressources de lithium non certifiées sur son permis congolais, la junior australienne **AVZ Minerals** aurait mandaté le géologue zimbabwéen **Ephraim Masibhera**. Actuellement consultant pour les cabinets sud-africains **Kweneng Group** et **Nievenda Resources**, **Ephraim Masibhera** devrait produire pro-

chainement un rapport indépendant sur le potentiel du permis de lithium d'**AVZ**, situé à proximité de *Manono*, au Congo-K. **Masibhera** a auparavant travaillé pour l'australien **Rio Tinto** et le canadien **Kinross Gold Corp** au Zimbabwe. Il a également été consultant pour les clients des sociétés de services sud-africaines **MSA Group** et **Bastillion Resources**. Contacté, **AVZ** n'a pas répondu à nos questions. ●

LIBERIA Ex-bras droit de Beny Steinmetz, Christo Swanepoel appuie Arcelor

Depuis quelques jours, l'ingénieur sud-africain **Christo Swanepoel** est le nouveau directeur des opérations d'**ArcelorMittal** au Liberia, où le sidérurgiste indien développe la mine de fer de *Tokadeh*, dans les monts Nimba. **Christo Swanepoel**, qui travaillait pour le producteur d'or **Endeavour Mining** au Burkina Faso depuis le mois d'août, avait avant cela longtemps dirigé **Octea**, filiale active dans les diamants au Liberia de **Beny**

Steinmetz Group Resources (BSGR), un temps opérateur du projet de fer guinéen de *Simandou*. La nomination de **Christo Swanepoel** intervient alors que le gouvernement de *Conakry* réfléchit à relancer le projet de fer de *Nimba* (📍 AMI n°413), situé juste de l'autre côté de la frontière par rapport à *Tokadeh*, pour lequel **Arcelor** avait exprimé son intérêt il y a quelques années (📍 AMI n°374). ●

ZIMBABWE Emmerson Mnangagwa très sollicité par les miniers étrangers

L'éviction de **Robert Mugabe** de la présidence du Zimbabwe et son remplacement par **Emmerson Mnangagwa**, considéré comme moins protectionniste, semblent attirer les investisseurs miniers étrangers, avec qui le chef de l'Etat multiplie les rencontres. Le 21 avril, il a reçu **Sergueï Ivanov**, président du producteur de diamants russe actif en Angola **Alrosa**, pour évoquer l'exploration de nouveaux gisements aux côtés de **Zimbabwe Consolidated Diamond Co** (ZCDC). En mars, **Emmerson Mnangagwa** s'était déjà entretenu avec le ministre des affaires étrangères russe, **Sergueï Lavrov**, qui lui avait confirmé l'intérêt du bureau d'études géologique **Rosgeo** et du producteur de potasse **Uralkali** pour le sous-sol zimbabwéen. Signe que le Zimbabwe effraie moins, le clan chypriote-grec **Pouroulis** a décidé d'y investir. Fin mars, le père, **Loucas Pouroulis**, a signé un accord afin d'investir 4 milliards \$ dans une mine de platine via sa société **Karo Resources**, quelques semaines après que son fils **Phoevos Pouroulis** a rencontré **Emmerson Mnangagwa**. Fin février, la *Zimbabwe Mining Investment Conference* avait fait le plein, à l'inverse des années précédentes. ●

Abonnement annuel

820 € 23 NUMÉROS (PDF)

- ✦ L'édition en ligne
- ✦ Les alertes par e-mail
- ✦ Les dossiers et monographies *Insiders*
- ✦ Les archives depuis 2000

AFRICA MINING INTELLIGENCE est une publication du site **Africa Intelligence**, édité par le groupe Indigo Publications. Elle paraît tous les 15 jours depuis 2000, en français et en anglais.

- Directeur de publication: **Maurice BOTBOL** ► Directeur de la rédaction: **Philippe VASSET**
- Rédactrice en chef: **Louise MARGOLIN**
- Contact: RedactionAMI@indigo-net.net ► Tél: +33 1 44 88 54 90 ► Fax: +33 1 44 88 57 33

© Indigo Publications - Reproduction et diffusion interdites, y compris sur Intranet, sans autorisation écrite. ISSN: 1624-6209 ► Publié sur www.AfricaIntelligence.fr (Commission paritaire : 1220 W 90644)

► **Autres publications:** La Lettre du Continent, La Lettre de l'Océan Indien, Maghreb Confidentiel, Africa Energy Intelligence, Intelligence Online, La Lettre A.

indigo
publications

L'intelligence des faits
142, rue Montmartre
75002 Paris
Tél: +33 1 44 88 26 10
info@indigo-net.com